

CIBLE

Autisme

Au soir du 21 mars, il apparaît que tout sera comme avant. Battus, déçus et vainqueurs provisoires continueront leur petit bonhomme de chemin vers l'élection présidentielle.

En attendant, c'est l'autisme généralisé : on ne parle qu'à soi-même et on n'écoute que soi-même.

La droite chiraquienne se raconte que « les gens » veulent plus de réformes (libérales) et plus d'explications sur ces réformes : ce qu'elle affirmait déjà en 1995.

La gauche néo-libérale se raconte qu'il faut continuer à engranger les votes de rejet pour reconquérir le pouvoir central : ce qu'elle affirmait déjà en 1995.

François Bayrou continuera à tenir pour négligeables les succès et les revers tactiques : il lui faut persévérer dans la solitude, ou mourir.

Les trotskistes continueront à gérer leurs boutiques contestataires, en grappillant de temps à autre sur les marges. Pour eux l'important est de manifester, pas de prendre le pouvoir.

La famille lepéniste continuera à administrer son fonds de commerce protestataire avec son aisance habituelle : quand la maladie (oligarchique) s'aggrave, ses symptômes prolifèrent.

TERRORISME

Comment faire face ?

Social

**Menaces
confirmées**

p. 3

1944

**La révolution
réussie**

p. 6-7

Courrier

C'est vous qui le dites...

L'abondance de courrier reçu cette quinzaine nous oblige à en reporter une partie dans notre prochaine livraison, en particulier une longue réaction à l'entretien avec Yves La Marck sur « Israël en questions ».

Pas souvent d'accord...

Je m'abonne bien que je ne sois pas souvent en accord avec les idées exprimées dans votre revue, mais les entretiens sont souvent très intéressants. Les critiques de livres permettent de découvrir des auteurs éloignés des lignes éditoriales des autres revues. Votre soutien à Ignacio Ramonet et au *Monde diplomatique* me désole sachant que ce journaliste défend Fidel Castro et une ligne antidémocratique.

F. T. (Maine-et-Loire)

Quelles propositions ?

J'aime lire votre revue non-conformiste, les constats et analyses sont souvent justes. Ce qui manque, à mon gré, c'est le plan de sortie : on peut dénoncer les dérives d'un système mondial dévoyé, qui sème misère et mort partout sur la planète, qui génère les plus grandes injustices tout en s'érigeant en modèle incontournable. Mais il ne faut pas s'arrêter là. Il faut trouver des propositions concrètes à faire aux peuples – et au nôtre en particulier. Ici il me semble qu'il y a un déficit dans la revue. Vous m'avez aussi fait réfléchir à une hypothèse à laquelle je ne pensais pas : celle de la monarchie...

A. L. (Charente)

Des thèses fédératrices

Depuis maintenant quelques mois j'ai demandé cinq exemplaires supplémentaires de *Royaliste* pour communiquer autour de moi. Je fais mon possible pour exploiter cette ressource et distri-

bue à qui semble entendre une voix autre que celle du consensus médiatique.

Avec le recul, je m'aperçois que les thèses soutenues dans *Royaliste* sont fédératrices et rassemblent bien des déçus de la politique. Ceci étant, à chacun de mes efforts pour franchir le pas de la discussion vers celui de la documentation, il s'avère que le mot « royaliste » devient un obstacle à la communication des thèses, car souvent mal appréhendé et il me faut à chaque fois faire face à des questions de fond sur l'existence même du roi. Ainsi, la plupart du temps je suis confronté à la difficulté de la garantie de la démocratie dans un régime de transmission héréditaire du pouvoir.

Il me semble, personnellement, qu'un recueil d'articles bien ciblés et par thèmes permettrait une meilleure adhésion. De plus, le coût pour le bimensuel en serait amoindri. Ainsi, sur le thème de l'euro, nous pourrions retrouver tous les articles de 2003 avec un bref rappel historique et contextuel, ce qui permettrait de faire ressortir la valeur des analyses en temps réel des différents auteurs sur le sujet. Un autre recueil pourrait reprendre les excellentes analyses de Yves La Marck en politique étrangère, et ainsi de suite, car il est des thèmes forts sur lesquels vos diverses commentaires sont précieux et dont l'esprit ne se pénètre finement qu'au fil des lectures.

Ainsi, si la façade dérange parfois, car le vernis déposé sur la monarchie par Jules Ferry et ses confrères républicains, salissent la réalité de l'édifice, il n'en demeure pas moins

une force intérieure que beaucoup partagent, sans le savoir.

Ceci étant, vous faites tous un travail formidable

S. R. (Pyrénées-Orientales)

Complaisance ?

Je lis toujours avec beaucoup d'intérêt les articles de *Royaliste* et j'apprécie souvent la pertinence de vos analyses sur l'état du monde et de la France, rejoignant celles d'un républicain convaincu mais pas antimonarchiste. Toutefois, je reste étonné de votre complaisance vis-à-vis de quelques règnes passés ou présents. Si des monarques ont démontré une grandeur en incarnant parfois la Nation dans des moments cruciaux de son histoire (Norodom Sihanouk au Cambodge), une capacité à contribuer à sortir leur pays de l'obscurantisme (Juan Carlos en Espagne malgré une éducation franquiste), voire à exercer une fonction arbitrale chère à Bertrand Renouvin dans les pays ravagés par des régimes despotiques ou anéantis par des conflits fratricides, d'autres ne présentent pas un label de qualité probant pour leurs valeureux sujets. Les valeurs et les postures que vous défendez me semblent en décalage avec certains parcours. Ainsi, l'appréciation flatteuse des mémoires de Farah Pahlavi dans le n° 830 ne saurait faire oublier la dictature sanglante du Shah, même si la république des ayatollahs qui lui a succédé maintient les Iraniens dans un autre obscurantisme. Ou de lire dans les Brèves du n° 831 « un État musulman (le Maroc) ayant l'islam comme religion officielle est tout à fait capable d'allier tradition et progrès ». C'est donner un peu vite à Mohammed VI un vernis démocratique dans un pays où la presse est toujours muselée et l'opposition verrouillée. Il serait donc souhaitable que le regard critique et rigoureux porté à juste titre sur l'institution républicaine s'applique également à l'institution monarchique.

L. G. (Hauts-de-Seine)

A propos du voile

Je reçois aujourd'hui le numéro 832 de *Royaliste* et je suis révoltée par deux aspects de l'article de Luc de Goustine. D'abord, comme trop de commentateurs (mais pas les collectifs de femmes de banlieue) il semble considérer le voile islamique comme un signe religieux, ce qu'il n'est pas, au lieu de le voir comme ce qu'il est :

une manifestation de l'oppression des femmes. Ensuite j'ai trouvé assez odieux de balayer d'un trait de plume « 1300 gamines à la tête voilée ». Est-il permis d'ignorer que le port du voile s'accompagne du refus de certains cours (dans ce même numéro, Gérard Leclerc parle de « une offensive qui met en cause la nature du savoir »), du refus de la mixité sociale (ne pas être soignée par un homme, reçue par un homme dans l'administration...) ? Peut-on ignorer que chaque année des gaminettes ne reviennent pas de leurs vacances en Afrique ou n'en reviennent que mariées de force ? L'affaire du voile s'inscrit sans doute dans un contexte de « laïcité à la française » mais la vraie question qu'elle devrait poser est celle du droit à la liberté et à l'égalité pour toutes les femmes en France, avant tout pour celles qui en manquent souvent le plus : les musulmanes.

A.-M. V. (Haute Garonne)

Peuple souverain ?

Dans l'éditorial du n° 832, « L'honneur des oligarques », dont vous me permettez de partager les conclusions, vous reproduisez la phrase des juges selon lesquels Alain Juppé « a trompé la confiance du peuple souverain ». L'emploi de l'expression « peuple souverain » me laisserait penser que ces juges ne vivent pas sur la même planète que nous. Aurait-on trouvé depuis peu une majorité, dans ce peuple dit « souverain », pour souhaiter réduire le nombre de lits dans les hôpitaux, rétribuer médecins et infirmières avec tant de parcimonie et tant les surcharger de travail qu'on en manque déjà cruellement, dépeupler les campagnes de généralistes et l'ensemble du pays d'ophtalmologistes, de dentistes, etc. ? Ce même peuple souverain aurait-il décidé de supprimer son effort de recherche pour mieux soutenir celui des États-Unis en leur achetant les brevets dont notre industrie aura besoin ? Ces bons juges prendraient-ils les vessies de la Constitution pour les lanternes de la république ? Je n'aimerais pas me retrouver un jour devant ces juges si éloignés de la réalité de notre pays. Quand reviendra-t-il ce Roi qui seul pourra remettre un peu de bon sens, d'humanité et de noblesse dans une société corrompue qui ne vit plus que dans l'hypocrisie ou l'aveuglement ?

M. C. (Val-de-Marne)

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Menaces sur l'assurance maladie - p.4 : Ils battent leurs campagnes - L'Europe de la défense - p.5 : L'Atlantique et la Méditerranée - p.6/7 : Comment réussir une révolution - p.8 : Espoir - Récits de musées - p.9 : L'impasse post-moderne - p.10 : Parker - L'Histoire en héritage - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Mobilisation politique.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Menaces sur l'assurance maladie

La réforme de l'assurance maladie devrait être le « grand chantier » de ce trimestre. Mais, pour l'instant, bien malin qui pourrait dire où en est l'avancement du projet.

Il y a d'abord ce qui est officiel. Fin janvier 2004, le Haut-conseil pour l'avenir de l'assurance maladie, présidé par Bertrand Fragonard, spécialiste de la question, et composé de syndicalistes, de patrons, de représentants d'associations et de mutuelles, de professionnels de santé, d'experts, rend un rapport qui se présente comme un « diagnostic partagé » : c'est un catalogue de bonnes intentions d'où il ressort que tout le monde est d'accord pour réformer le système de santé français. Comment ? Quelques pistes sont tracées qui n'engagent à rien.

Début février, Jean-François Mattei réunit ce qu'il appelle un « Ségur de la Santé » au cours duquel il décide de créer plusieurs groupes de travail sur des thèmes précis et de rencontrer les protagonistes au cours de réunions bilatérales. A l'issue de cette phase de vaste concertation, prévue pour le début avril, le ministre de la Santé présentera un projet de loi, fin avril. À condition qu'il n'y ait pas de remaniement ministériel après les élections régionales.

Dans le même temps se déroulent des rencontres entre les syndicats qui dirigent les caisses de la sécurité sociale et la Fédération nationale des mutuelles de France (FNMF). Le rôle que joueront les mutuelles constitue, en effet, l'un des principaux enjeux de cette réforme. À plusieurs reprises,

en juin 2003 lors du congrès de la FNMF, puis le 14 juillet et enfin lors de la présentation de ses vœux aux partenaires sociaux, Jacques Chirac a souligné la place prépondérante qu'il souhaite voir prendre par les mutuelles dans la réforme.

Il y a aussi les rencontres officieuses où se disent, se font et se défont beaucoup plus de choses que lors des rencontres officielles, les rumeurs, les indiscretions savamment distillées dans la presse qui laissent accroître que les jeux sont joués d'avance. Il y a, enfin, un gouvernement qui entretient la confusion en demandant l'autorisation de « prendre par ordonnance, en matière de sécurité sociale, toutes mesures pour simplifier et alléger les règles relatives aux relations entre l'État et les partenaires sociaux en matière de sécurité sociale », mais qui précise que cela ne concerne pas la réforme de l'assurance maladie...

La réforme est-elle nécessaire ?

Une chose est sûre : il faut résorber le déficit qui devrait atteindre fin 2004, trente-trois milliards d'euros. Comment ? D'abord en évitant les abus, en changeant certaines de nos pratiques. Les sources d'économies sont identifiées et elles font l'objet d'un assez large consensus. Problème : elles resteront marginales et ne pourront être réalisées qu'une seule fois. Afin de préserver pour tous un système de santé

efficace, il faudra donc inmanquablement augmenter les cotisations : c'est là que le bât blesse. Actuellement, le régime général couvre chaque cotisant jusqu'à hauteur de 70 % (moins pour certains médicaments), les 30 % restants sont à la charge de l'assuré qui, lorsqu'il le veut ou le peut, souscrit une complémentaire santé auprès d'une mutuelle ou d'une compagnie d'assurance, individuellement ou collectivement par l'intermédiaire de son entreprise.

S'il cédait aux sirènes du patronat et de la Commission européenne, le gouvernement baisserait la part du régime général et augmenterait celle des complémentaires. Avantages pour lui : les prélèvements obligatoires n'augmenteraient pas, voire diminueraient. Inconvénients pour les assurés : on se dirigerait tout droit vers une assurance maladie à deux vitesses, l'une pour les riches qui pourront se payer une complémentaire, l'autre pour les pauvres qui devront se contenter, aujourd'hui, d'une couverture à 70 %, demain 60 %, après-demain 50 %... La sagesse voudrait que le gouvernement y regarde à deux fois avant d'opter pour une telle solution.

Existe-t-il une alternative ?

Le statu quo que prône, aujourd'hui, la CGT-FO n'est pas tenable. En revanche, la CFTC propose une alternative qui présente au moins deux avantages. Le premier permet-

trait d'éviter l'apparition progressive d'une assurance maladie à deux vitesses. La centrale chrétienne propose une couverture maladie obligatoire à 90 % (100 % pour l'hôpital), 70 %, dans le cadre du régime général, 20 % par une complémentaire santé souscrite auprès d'une mutuelle ou d'une société d'assurance (les deux étant, par une directive européenne, placées sur un pied d'égalité et soumises à la concurrence). Resterait 10 % de facultatif. Bien entendu, dans ce schéma, la « gouvernance » (c'est-à-dire le pilotage du système, les relations entre l'État et les partenaires sociaux, la gestion des caisses) serait assurée par les partenaires sociaux, voire, si le Medef refuse, comme il le laisse entendre, par les seules organisations de salariés.

Second avantage, en défendant ainsi le paritarisme, elle se rapprocherait de la CGT-FO, et pourrait constituer un axe alternatif à la recomposition du paysage syndical qui semble se dessiner à la faveur de la loi réformant le dialogue social, avec un syndicalisme d'accompagnement (CFDT, CGC), et un syndicalisme de combat, incarné par la CGT, mais qui saurait être en cas de besoin un allié objectif du gouvernement comme ce fut le cas au moment des retraites. Dans ce schéma, la CGT-FO et la CFTC seraient petit à petit marginalisées. La première éclaterait en différents courants qui viendraient gonfler les troupes de syndicats « révolutionnaires » (Sud, FSU...) ou « réformistes », la seconde rentrerait au bercail en ralliant la CFDT. En revanche, si la CFTC se rapprochait de la CGT-FO, la donne en serait bouleversée. Mais osera-t-elle défendre jusqu'au bout cette option ? Le problème, avec cette organisation qui a peur de son ombre, c'est qu'elle fait souvent un pas en avant et deux pas en arrière... Elle n'osera donc pas défier une deuxième fois le gouvernement : elle l'a fait pour la réforme des retraites, elle ne le fera probablement pas pour l'assurance maladie.

Nicolas PALUMBO

Ils battent leurs campagnes

Dédaignant les élections régionales et cantonales, les médias ont mené ces deux derniers mois plusieurs campagnes électorales et promotionnelles. Frappant trois cœurs de cible, ils se sont disputés avec acharnement diverses parts de marché.

« **B**ats la campagne tous les matins, si le public ne comprend pas pourquoi, toi tu le sais ». Toujours d'actualité, le vieux proverbe pouristanais (1) convient à merveille à la politique des médias. Je dis bien *politique* car pendant deux mois la radio, la télévision et nos quotidiens de référence ont mené, de front ou successivement, plusieurs campagnes passionnées, avec tout plein de slogans, d'idéologie, de manifestations, de drames et de tragédies.

Je ne parle pas, bien entendu, de la campagne des régionales et autres cantonales en France. Trente secondes bâclées sur Arlette Laguiller, une plaisanterie de M. Santini et un gros plan sur M. le Pen - qui n'était pas candidat - renvoyaient la citoyenneté au folklore rural qu'affectionne Jean-Pierre Pernaut.

En revanche, les médias ont fait en février une campagne très active pour un démocrate américain, Kerry, sur lequel nous savons tout : il a été soldat, il joue bien au ballon, sa femme est très riche. Donc les médias ont voté Kerry, et Kerry a gagné le cœur des masses démocrates.

Après, les médias ont fait campagne contre M. Poutine, qui se présentait à la présidentielle russe. Poutine c'est le KGB (on n'a jamais collé l'étiquette CIA sur le nom de

Papa Bush, ancien directeur de l'Agence), Poutine est méchant avec les indépendantistes tchéchènes, Poutine est *russoff*. Là, les médias ont été battus mais le triomphe électoral de Poutine montre bien que l'homme est un manipulateur antidémocrate - à la différence de notre Chirac élu avec 80 % des voix.

Enfin, la gent médiatique a milité contre M. Aznar, coupable de « mensonge d'État » (2) et assuré la promotion des islamistes qui ont frappé à Madrid en accordant à ces assassins la quasi-totalité des journaux télévisés.

Convaincue par mon téléviseur, j'ai voté le 21 mars pour la liste « Socialismo español » conduite par Mr. et Mrs. Kerry, patronnée par l'Équipe de soutien psychologique aux héroïques combattants qui font sauter des trains russes pour accélérer l'instauration d'une Gouvernance démocratique et du Marché dans la Tchétchénie libérée.

Mais le 28 mars ? Je vote Arlette... Chabot, parce que c'est une femme et pour empêcher le retour d'Olivier Mazerolle.

Sylvie FERNOY

(1) La référence à l'introuvable Pouristan permet d'échapper à tous procès pour incitation à la haine raciale.

(2) Auquel *Le Monde* a activement contribué comme le montre Daniel Schneidermann dans *Libération* du 19 mars.

L'Europe de la défense : vers un triumvirat ?

En politique, comme dans la vie sentimentale, faire ménage à trois pose souvent problème. Telle est pourtant la nouvelle donne de l'Europe de la défense.

En effet, en 1998, Tony Blair, en réaction aux années Thatcher, avait souhaité au sommet de Saint-Malo, avec succès, voir naître un couple franco-anglais sur les questions de défense. Dans la corbeille des mariés, on trouvait la création de structures décisionnelles politico-militaires et la mise sur pied d'une force européenne de réaction rapide destinée à assumer des missions de paix. Par ailleurs, le processus ECAP (*European Capabilities Acquisition Plan*) représentait un progrès significatif dans l'identification des besoins opérationnels de l'Union européenne. Ce premier cycle de la construction de la défense européenne s'est terminé par la crise irakienne avec des conséquences paradoxales.

Tony Blair, à la suite de son échec à faire entrer son pays dans la zone euro et de son alliance avec les États Unis lors de la dernière guerre d'Irak, voulait absolument revenir sur la scène européenne. Par ailleurs, la France et l'Allemagne avaient adopté sur la question irakienne des positions communes, fâchant les États-Unis qui s'étaient opposés à l'automne 2003 à la création d'un état-major européen autonome au sein de l'Otan. Curieusement, en

décembre, au sommet de Bruxelles, avec l'accord de Washington, un compromis a été trouvé sur ce sujet. Plus récemment, le 18 février 2004, les Allemands rejoignent les Anglais et les Français pour mettre sur pied un corps d'intervention de 1 500 hommes susceptible d'empêcher les crises de dégénérer, comme cela a été fait en 2003 dans la province d'Ituri en République démocratique du Congo.

Mais pour autant toutes les ambiguïtés ne sont pas levées : les Anglais ont pour idée de renforcer la défense européenne mais d'abord au sein de l'alliance atlantique, alors que les Français souhaitent une plus grande marge d'autonomie vis-à-vis de Washington. Les Allemands, quant à eux, y voient un moyen de limiter leur budget militaire et de donner une légitimité à leur récente volonté d'intervenir sur des théâtres extérieurs. Ce triumvirat devra pourtant se déterminer très vite sur le devenir de l'agence européenne d'armement, dont il vient de décider la création, car au-delà des choix politiques et budgétaires indispensables, il faudra bien qu'il se positionne par rapport aux États-Unis sur les questions stratégiques.

Jacques DUCONSEIL

Notre souscription 2004 est lancée
(voir page 11)

Nous comptons sur vous !

L'Atlantique et la Méditerranée

Les élections espagnoles du 14 mars et les élections algériennes du 8 avril nous font prendre conscience de notre communauté de destin beaucoup plus directement que ce que nous pouvons attendre des élections américaines du 2 novembre prochain.

L'élection présidentielle américaine est souvent présentée comme l'élection d'une sorte de président du monde entier. Les élections en Espagne comme celles de l'Algérie nous montrent qu'il n'en est rien. Toutes deux sont finalement plus lourdes de conséquences pour la France et l'Europe que le choix d'un démocrate du Massachusetts ou d'un républicain du Texas à la Maison Blanche. Le premier reconnaît certes que la lutte contre le terrorisme est plus une affaire de police qu'une opération militaire. Le démantèlement de cellules, la prévention des attentats, le contrôle de l'immigration sont des affaires d'abord de sécurité. Le second a au contraire privilégié les traditionnels rapports de force et les cadres étatiques qui soutiennent (ou sont supposés soutenir) le terrorisme. Mais tous deux ne sont pas éloignés, semble-t-il, d'admettre le postulat de départ que le terrorisme islamiste, sinon le terrorisme en général, tout décentralisé qu'il soit, ressort d'une unique problématique, décrite - ou plutôt cachée - sous l'appellation générique d'Al-Qaïda. Que l'on réussisse à se saisir d'Oussama Ben Laden - miraculeusement un mois avant les élections américaines -, et l'Amérique aura gagné la guerre. On remarquera que plus personne ne parle aujourd'hui de la capture de Saddam Hussein qui

fut pendant des mois l'obsession des médias.

Ce que nous enseignent au contraire les attentats de Madrid du 11 mars est que ni le bombardement des caves montagneuses à la frontière de l'Afghanistan et du Pakistan, ni les rafles dévastatrices des tribus pachtounes, ni a fortiori la guerre en Irak, n'ont apporté de réponse au terrorisme islamiste en Europe. Penser à l'inverse que l'Europe cherche à se sanctuariser en donnant des gages, en « dialoguant », avec les terroristes, est plus que méprisable. L'enjeu n'est pas plus ou moins d'action antiterroriste. Le malentendu capital qui oppose les deux côtés de l'Atlantique ne porte pas sur la lutte contre le terrorisme mais sur ses méthodes et ses cibles. L'Europe d'ETA, de l'IRA, des Brigades Rouges, de la Bande à Baader ou d'Action Directe, ne cherche pas à pointer un doigt accusateur sur tel ou tel État voyou. Elle sait que ce terrorisme lui est en quelque sorte congénital. La dérive des services de renseignement et, comme on disait, de contre-espionnage par Bush et Blair et la volonté affichée de subordonner les services correspondants du reste de l'Europe, y compris en France, est à cet égard proprement suicidaire. C'est pour avoir voulu faire endosser la même manœuvre par les services espagnols qu'Aznar a été lourdement sanctionné. Il est impératif que nos services, nos juges antiterroristes se concentrent sur ce

qui est leur savoir-faire. Ceci n'exclut bien entendu pas l'analyse des ramifications internationales. Mais même s'ils sont passés par Kandahar, nos terroristes évoluent essentiellement entre Perpignan et Birmingham, Hambourg et Milan. Même s'ils sont les représentants d'Al-Qaïda en Europe, il s'agit d'abord de l'Europe.

Ils évoluent aussi entre Casablanca et Madrid, Alger et Marseille, Djerba et Rome. Les attentats de Madrid prennent place après ceux de Casablanca et de Djerba. La solidarité doit être totale entre ceux qu'on appelle déjà le 3 + 3 (Espagne, Italie et France d'un côté, les trois pays du Maghreb de l'autre). Avant d'être sécuritaire, elle doit à l'évidence être d'abord politique, puis économique et sociale. Cela aussi différencie l'approche européenne de celle de l'Amérique. Pour Washington, l'humanitaire - car on ne peut guère appeler autrement l'aide non militaire accordée à ces pays (1) - est un appendice du sécuritaire. Est-il même question de politique ? Non, puisque cela supposerait qu'il y ait une autre politique possible que l'américaine. À l'Europe de renverser ouvertement cette approche et de bâtir entre les deux rives de la Méditerranée occidentale les solidarités politiques qui s'imposent. Le détroit de Gibraltar est certes moins infranchissable que le détroit de Behring. C'est l'espérance renouvelée qui se dégage des élections espagnoles et algériennes.

Yves LA MARCK

(1) Le prétendu accord de libre-échange conclu entre les États-Unis et le Maroc, après d'innombrables pressions américaines, est une caricature du genre.

BRÈVES

♦ **YUGOSLAVIE** - Devant la flambée de violences interethniques qui a de nouveau embrasé le Kosovo, le prince Alexandre de Yougoslavie n'est pas resté inactif. Après avoir condamné tant les attentats commis contre les Serbes du Kosovo que ceux qui ont eu lieu en Serbie contre les populations musulmanes et les mosquées, le prince s'est rendu à New York pour rencontrer le Secrétaire général des Nations Unies. Au cours de l'entretien ont été abordées les questions de la reconstruction des maisons et des édifices religieux détruits ainsi que celle de la créations d'emplois au Kosovo seul moyen durable pour sortir les populations de leur extrême pauvreté.

♦ **PAYS-BAS** - La reine Juliana qui vient de mourir le 20 mars à l'âge de 94 ans, avait régné de 1948 à 1980, pendant 32 ans, avant de passer le flambeau à sa fille l'actuelle reine Béatrice. Son règne avait été jalonné d'événements importants : le spectaculaire redressement économique après la guerre qui avait laissé son pays exsangue, l'accession à l'indépendance de l'Indonésie puis du Surinam, les dramatiques inondations de 1953 qui avaient englouti des régions entières et fait plus de 1 700 victimes. L'ancienne reine était restée très chère au cœur des Hollandais car après son abdication elle s'était totalement investie dans l'aide aux plus démunis. Le Premier ministre chrétien-démocrate, Jan Peter Balkenende, a, dans un discours télévisé, rendu hommage à la disparue : « nous perdons une femme chaleureuse et impliquée, une mère pour nous tous ».

♦ **ESPAGNE** - Après les sanglants attentats de Madrid, le roi s'est adressé au peuple espagnol dans une exceptionnelle intervention télévisée. Debout, en costume et cravate noirs, dans la salle des audiences du Palais de la Zarzuela, en proie à une visible émotion, le roi a condamné « la barbarie terroriste qui a plongé aujourd'hui l'Espagne dans la plus profonde douleur, la répulsion et l'indignation ». Au cours de son intervention il s'est bien gardé de suivre les accusations de son Premier ministre, M. Aznar, contre l'ETA. Après avoir exprimé sa solidarité et sa compassion pour les victimes et leurs familles il a déclaré : « Votre Roi souffre avec vous tous, partage votre indignation et fait confiance à la force et à l'efficacité de l'État de droit pour que de si vils et couards assassins tombent aux mains de la Justice ». En conclusion il a affirmé : « Qu'il n'y ait pas de doute. Le terrorisme n'atteindra jamais ses objectifs. Il ne parviendra pas à faire plier notre foi en la démocratie, ni notre confiance dans le futur de l'Espagne ». Pendant le même temps, la reine Sophie, le prince héritier Philippe et sa fiancée, ainsi que l'ensemble de la famille royale parcouraient les différents hôpitaux pour apporter leur réconfort aux blessés.

En commémorant, sous le patronage d'éminentes personnalités de la Résistance, le sixième anniversaire du programme du CNR, l'association Attac voulait à la fois rendre hommage aux libérateurs de la patrie, souligner l'ampleur de l'œuvre économique et sociale accomplie dès 1945 et dénoncer sa destruction méthodique par les ultra-libéraux. Lors de son intervention au colloque d'Attac, Bertrand Renouvin a invité les participants à tirer les leçons politiques de 1944, afin de réussir la révolution nécessaire à la reconstruction de notre pays.

Comment une révolution

Le général de Gaulle est l'homme qui a réussi deux révolutions, dans l'esprit de celle de 1789. La révolution de type gaullien est à l'opposé des révolutions jacobine de 1792-93 et bolchevique de 1917 : le Général agit selon un principe de légitimité, il vise à restaurer (en 1944) ou à préserver (en 1958) la légalité républicaine, c'est-à-dire l'État de droit, par le moyen d'un gouvernement qui s'appuie sur la souveraineté nationale et qui crée un nouvel ordre institutionnel fondé sur la souveraineté populaire.

Étranger au révolutionnarisme petit-bourgeois (l'esthétique de la barricade) et opposé aux vengeances purificatrices, le général de Gaulle est un classique qui conçoit la révolution comme :

- un processus de renversement du pouvoir établi ;
- « un courageux et profond renouvellement intérieur », selon ses propres termes.

Prendre le pouvoir

Lorsqu'elle reste fidèle à l'esprit de la Résistance, une fraction de la gauche se complaît aujourd'hui dans un étrange récit des événements de 1944 : en gros, des comités de base souplement fédérés par le CNR auraient chassé des bandes de nazis et de vichyssois tandis que les armées alliées opéraient sur de lointains théâtres ; puis les repré-

sentants de la gauche démocratique auraient appliqué le programme économique et social adopté dans la clandestinité...

Le nom du général de Gaulle est à peine cité tout au long de cette belle légende spontanée, et le mot de patrie n'est pas prononcé. Or plusieurs points sont difficilement récusables :

- C'est la *Déclaration aux mouvements de résistance* du 24 avril 1942 (cf. *Royaliste* n° 834) qui est la matrice du programme du CNR - ce qui ne disqualifie en rien la qualité du travail programmatique accompli par la Résistance intérieure ;

- La création du CNR se fait selon les directives que le Général signe à Londres le 21 février 1943 et que Jean Moulin a pour mission de faire appliquer ;

- La France combattante soutenue par une très large majorité de Français est engagée dans une lutte de *libération nationale*, contre l'armée allemande qui occupe le territoire de la *patrie*.

Le texte du CNR est à la fois un « *plan d'action* (militaire) *immédiate* » et un programme explicitement politique puisque les dirigeants de la Résistance déclarent qu'ils resteront unis après la libération : « *Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le*

général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ». Tel est le premier point. Les deux suivants concernent le « *châtiment des traîtres...* » et « *la confiscation des biens des traîtres et des trafiquants du marché noir...* ».

Il est donc clair que l'insurrection patriotique a un objectif primordial : l'installation dans la capitale du gouvernement constitué à Alger le 3 juin 1944, qui est reconnu de facto par les Alliés comme l'a été le Comité français de Libération nationale.

Le Comité de Londres et le Gouvernement d'Alger sont manifestement fondés sur le principe de légitimité proclamé par le général de Gaulle en 1940 (la défense de la patrie est le premier critère de légitimation) et ils ont pour tâche de rétablir la légalité républicaine dans les territoires libérés. En raison de la guerre, le gouvernement agit par ordonnances, mais dans le souci de la restauration démocratique - par l'ordonnance du 17 septembre 1943, le Comité français de la Libération nationale avait créé une Assemblée consultative provisoire - tandis que le CNR se voit attribuer une fonction représentative en territoire occupé.

Si l'on peut parler d'une « monarchie de guerre » (il y

a unité de la décision politique et militaire), il s'agit bien entendu d'une monarchie *respublicaine* : c'est dans le cadre d'un État de droit progressivement rétabli contre l'usurpation maréchaliste (tous les actes de Vichy sont annulés par l'ordonnance du 9 août 1944) que s'institue une ébauche de représentation nationale.

Sans négliger les conflits internes à la Résistance, ni les ambitions de divers groupements, on peut tracer le schéma de la révolution de 1944 : sous les ordres d'un chef légitime et d'un gouvernement assumant la légalité républicaine, une organisation de combat (le CNR) déclenche



éussir tion

de combat (le CNR) déclenche l'insurrection armée en France et surtout à Paris pour y prendre le pouvoir politique.

Cette prise du pouvoir est un modèle du genre. Dans tout le pays, les administrations vichystes dûment noyautées passent sous le contrôle de la Résistance. À Paris, c'est pendant les durs combats qui opposent les FFI et les troupes allemandes que Yvon Morand s'installe à Matignon et Léo Hamon à l'Hôtel de Ville - lieux évidemment symboliques pour la nation et pour le peuple parisien. On sait par ailleurs que l'entrée du général Leclerc à la tête de la 2^e DB ne répond pas à une

nécessité stratégique mais à un impératif politique national et international : il est essentiel que la capitale de la France soit libérée par le peuple parisien et par l'armée française.

Pourquoi ?

Parce que le Général de Gaulle lutte depuis 1940 sur plusieurs fronts : militairement contre l'ennemi allemand et contre l'ennemi vichyssois (combats en Syrie, combats contre la Milice dans le Vercors et ailleurs...), politiquement contre l'adversaire américain et son allié britannique. La prise du pouvoir est indispensable pour conjurer ces périls multiformes. Ceux qui affirment que la politique gaullienne pendant la guerre est celle d'un homme fou d'orgueil et d'ambition se trompent. Jean Moulin, et bien d'autres chefs de la Résistance, ont une claire appréciation des enjeux :

« Il s'agit pour vous de prendre le pouvoir contre les Allemands, contre Giraud et peut-être contre les Alliés. Dans ces conditions, ceux qu'on appelle très justement les gaullistes, ne doivent avoir et n'ont, en fait, qu'un chef politique, c'est vous », écrit le premier président du CNR dans son rapport du 7 mai 1943. Giraud éliminé, la menace d'un arrangement sous l'égide américaine entre des politiciens vaguement résistants et des hommes de Vichy continue d'exister jusqu'en août 1944.

À Paris, le « programme » tracé par Jean Moulin est appliqué point par point. La prise du pouvoir contre les Allemands est une opération militaire accomplie par le CNR et les troupes du général Leclerc. Les partisans d'un bricolage politique (Édouard Herriot, président du Parti radical, déjeune avec Pierre Laval et Otto Abetz le 13 août) sont vite dépassés par les événements. Reste l'obstacle américain - beaucoup plus sérieux que les éventuelles manœuvres du Parti communiste.

Pour le Général, les communistes représentent un *risque* potentiel, alors que les Américains constituent un *danger* immédiat. D'une part, les communistes sont intégrés au CNR - ce qui exclut un affrontement sur le mode yougoslave (entre Mihailovic et Tito). D'autre part, un putsch communiste en France aurait été durement réprimé par les éléments réguliers de l'armée française.

Le débat sur la réalité du risque communiste ne saurait être clos en deux phrases. Mais le danger américain est une évidence historique majeure : tout au long de la guerre, le président des États-Unis cherche à se débarrasser du chef de la France libre, qu'il déteste en raison du caractère éminemment politique et national de son action. Le général de Gaulle résiste aux entreprises de Roosevelt dans tous les domaines - militaire, monétaire, diplomatique - ce qui implique la prise du pouvoir politique à Alger, dans les territoires libérés après les débarquements de Corse, de Provence et de Normandie, puis à Paris. On sait que les Américains veulent que la France soit traitée comme un pays défait - placé sous l'autorité de l'*Allied military government in occupied territories* (AMGOT). L'installation d'administrateurs civils dans les territoires libérés et la prise du pouvoir dans la capitale anéantissent les plans de Roosevelt.

Légitimité populaire

Le général de Gaulle et les ministres du gouvernement provisoire peuvent dès lors passer à la seconde phase de la révolution : la transformation profonde de la société

française. Là encore, la rapidité des décisions prises est la clef du succès. Comme nous sommes encore en « monarchie de guerre », la révolution se fait en 1944-1945 par une série d'ordonnance : sur le vote des femmes en 1944, sur les principales nationalisations, sur les comités d'entreprise et sur la sécurité sociale en 1945.

Cette monarchie de guerre agit à l'opposé d'un système dictatorial : tout en rétablissant les libertés publiques, le gouvernement légitimé par la libération de la nation prépare le retour au mode normal de légitimation populaire - l'élection d'une assemblée constituante par le suffrage universel. Mais, comme toujours dans la tradition gaullienne, la restauration est une révolution : selon l'intention exprimée à Londres, le Général refonde la souveraineté nationale sur la souveraineté populaire par le recours au référendum (récusé à l'époque, comme en 1958, par les radicaux et les communistes). C'est ainsi que trois référendums (21 octobre 1945, 5 mai 1946, 13 octobre 1946) aboutiront pour le meilleur (le Préambule de 1946) et pour le pire (le régime d'assemblée) à la IV^e République.

La révolution de 1944 est une réussite dans la mesure où elle abolit, restaure et instaure, selon la légitimité et par la loi, un ordre politique fondé sur les principes de justice et de liberté. C'est aussi une révolution inachevée, car la rénovation constitutionnelle est manquée. Il faudra une seconde révolution, en 1958, pour que les institutions nouvelles puissent être démocratiquement fondées.

Bertrand RENOUVIN

Pour en savoir plus

▣ René Hostache - *« Le général de Gaulle, Jean Moulin et la création du CNR »*, Les Éditions La Bruyère, 1989, prix franco : 22 €.

▣ René Hostache - *« De Gaulle 1944, victoire de la légitimité »*, Plon, 1978, prix franco : 20 €.

- Entretien avec Maurice Kriegel-Valrimont, *Royaliste*, n°753, prix franco : 4 €.

▣ Léo Hamon - *« Vivre ses choix »*, Robert Laffont, 1991, prix franco : 21 €.



Espoir

Le pays est fichu ! Le sentiment national se dilue ! Notre mémoire collective se meurt ! Ces constats navrés charrient quelques vérités et beaucoup d'illusions. Il est vrai que la classe dirigeante se fiche de l'avenir de la nation et qu'une idéologie post-nationale est à l'œuvre. Mais comment peut-on dire que « les gens » n'ont plus de patrie sans avancer le moindre commencement de preuve ?

Les preuves du contraire surabondent, et elles se chiffrent aisément. On peut compter le vote nationaliste-autoritaire du côté des excès et les foules sportives qui expriment un patriotisme par défaut.

Les résultats de l'édition française constituent un autre indicateur. Le succès des ouvrages et des revues d'histoire est attesté depuis une bonne trentaine d'années. D'autres ventes massives démontrent que l'intérêt pour l'histoire a un sens politique très précis. Près de trois cent mille exemplaires des mémoires de l'amiral de Gaulle ont été vendus. Au fil des années, Max Gallo est devenu le romancier de la France millénaire, qui vend par centaines de milliers d'exemplaires ses récits aux allures d'épopée.

Il importe peu que les chroniqueurs de la grande presse fassent la fine bouche : Max Gallo joue dans la conscience nationale le rôle de Jules Michelet et d'Erckmann-Chatrian, alors que les théoriciens du « post-national » sont inconnus du grand public et seront oubliés dans moins de cinq ans.

Paraphrasant Ernest Renan, j'ose dire que l'édition est un plébiscite de tous les jours. Un plébiscite pour les grands hommes de l'histoire de France, un plébiscite pour la nation.

Jacques BLANGY

Récits de musées

On croit que les musées de guerre donnent à voir la réalité de ce qui fut. Or ils expriment l'esprit du temps et parfois son idéologie dominante - d'autant plus insidieuse qu'elle se pare de bons sentiments.

Quoi de plus objectif qu'un musée de guerre ? On y voit des armes, des documents d'époque - proclamations, photos - des drapeaux. Toute une collection d'objets qui, dit-on, font « revivre une page d'histoire », généralement glorieuse, en tout cas mémorable.

Les objets de la guerre sont aussi irréfutables que tous les autres, mais nous savons bien que plus la guerre est proche plus ils sont « chargés d'émotion ».

L'émotion, seulement ? C'est ce que je croyais avec une naïveté confondante jusqu'à la lecture des travaux sur les musées des deux guerres mondiales, que Sophie Wahnich a dirigés. Dans ses propres contributions, cette remarquable historienne souligne à quel point les objets ne sont pas « objectifs » - au sens où ils nous rendraient présente et palpable la vérité des événements.

En Europe de l'Ouest, où l'on ne cesse de discourir sur l'unité, il y a des politiques de mémoire très différentes en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne, qui engendrent des « fictions d'Europe ».

Ainsi, l'*Imperial War Museum* montre à ses visiteurs britanniques que leur histoire individuelle et familiale s'inscrit dans une glorieuse histoire collective. Ce qui ne peut être

le cas en Allemagne, où l'évocation de la guerre est dispersée dans les musées locaux et les expositions momentanées - notamment celle consacrée aux crimes de la Wehrmacht qui provoqua un intense débat. D'une manière générale, les Allemands cherchent à séparer l'histoire de leur nation et de leur armée de celle du génocide et à inscrire le passé terrible dans une perspective démocratique.

Les concepteurs français des musées récents - l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, le Mémorial pour la paix à Caen - ont refusé l'héroïsation à la mode anglaise et procédé à des mises en scène qui traduisent *in concreto* l'idéologie française dominante, moderne, post-nationale, pacifiste. Sophie Wahnich nous fait visiter à Caen un site déterritorialisé (sur les lieux de la bataille de Normandie, il fallait oser le faire !), une « zone industrielle » avec de vastes parcs de stationnement (*attractivité ! rentabilité !*) parée des drapeaux des nations engagées dans la bataille « vainqueurs et vaincus confondus », où l'histoire locale est reléguée à l'arrière-plan par un dispositif multinational : chaque pays dispose, dans une sorte de partenariat équitale, d'un « supermarché national du deuil ».

Le site de Caen est un « hors-lieu » arraché à la temporalité historique : il n'y a pas d'articulation du local et du mondial, ni même mise en

relation du passé et du présent mais un mélange très à la mode entre « le présent de l'industrie touristique et celui du devoir de mémoire ».

A Péronne aussi, le visiteur est projeté dans un non-lieu, où il contemple une représentation esthétisée de tranchées dans lesquelles les gisants font disparaître « l'idée même du combattant ». Le soldat n'est plus Français où Allemand, ni un citoyen en armes, mais la victime de la machinerie guerrière. *Dénationalisation, victimisation, travail de deuil* : nous connaissons bien ce langage post-moderne, post-national, vertueusement pacifiste. Mais cet humanitarisme doux cache une idéologie dure, car le travail de deuil consiste ici à « faire le deuil de la nation au profit d'une individuation qui ne serait plus reliée à du collectif intermédiaire. Il n'y aurait rien entre soi et l'idée d'humanité ».

Nous savons que cette idéologie est grosse de haine et de violence : haine de l'histoire nationale, effacement de la Résistance française, de la contribution décisive de l'Armée soviétique à la défaite de l'Allemagne hitlérienne.

Devoir de mémoire ? Sous l'injonction moralisante, Sophie Wahnich nous fait découvrir un violent déni de mémoire, un rejet méthodique de la nation elle-même et de celles et ceux qui l'ont sauvée.

Maria DA SILVA

❏ (1) « *Fictions d'Europe, La guerre au musée* », sous la direction de Sophie Wahnich, Éd. des Archives contemporaines, mars 2003, prix franco : 25 €.

L'impasse post-moderne

Gianni Vattimo s'est fait connaître depuis sa péninsule natale comme théoricien de l'ontologie faible ou de la pensée faible, prenant ainsi acte de l'œuvre déconstructrice accomplie à l'encontre de la métaphysique occidentale par Nietzsche et Heidegger, mais aussi leurs héritiers, tel Jacques Derrida, qui est peut-être au plus proche de lui. En effet, notre philosophe qui manie le concept avec le brio souvent virtuose de nos amis italiens, cultive une thématique qui présente énormément de ressemblances avec celle du philosophe français, y compris sur le terrain le plus inattendu, celui de la religion. Vattimo, comme Derrida, n'hésite pas à utiliser le vocabulaire paulinien de la *kénose*. Derrida n'a-t-il pas réfléchi explicitement à « l'horizon kénotique de la mort de Dieu » et à « la réimmanetisation anthropologique » dont le pape actuel serait l'interprète ambigu. Vattimo, catholique de baptême et de culture, après avoir suivi le cours de sa génération, délaissant la foi, y est revenu par le détour de la post-modernité, après avoir compris que la déconstruction nietzschéenne était dans le sillage du seul christianisme acceptable. Précisément celui de la *kénose*, c'est-à-dire du délaissement radical à l'encontre de l'emprise toute puissante du Dieu métaphysique, le Premier moteur d'Aristote, celui que la pensée chrétienne avait trop vite inséré dans son discours théologique.

Si déterminants que soient pour la pensée française contemporaine les efforts d'un Marcel Gauchet pour introduire une autre rationalité du phénomène religieux, et plus encore judéo-chrétien, il nous faut constater une résistance considérable à parler de la foi autrement qu'en termes polémiques. On en est encore à la dialectique archaïque, du type voltairien et pire encore... On oublie souvent, comme le dit Derrida, que l'auteur de *Candide* participe d'une sorte de *proto-christianisme* qui inspire sa lutte pour la tolérance. Toujours est-il que l'antichristianisme persiste chez nous à s'affirmer sous un mode contre-métaphysique, éventuellement positiviste, qui paraît déphasé par rapport à l'évolution post-moderne. Aux idéologies « dures » de la modernité ont succédé les certitudes faibles de l'ère post-moderne. Et ceux qui se réclament du nietzschéisme pour fourbir leurs armes anti-théologiques semblent ignorer que Nietzsche n'est nullement le philosophe de la non-existence de Dieu.

Là-dessus Vattimo est imparable : « Nietzsche ne peut énoncer une thèse semblable, celle de la non-existence de Dieu, pour la bonne raison que la prétendue vérité absolue équivaldrait encore pour lui à un principe métaphysique, une structure « vraie » du réel qui aurait la même fonction que le Dieu de la métaphysique traditionnelle. Là où il y a un absolu, ne fut-ce que l'affirmation de la non-existence de Dieu, il y a encore et toujours la métaphysique, ce principe suprême, c'est-à-dire précisément ce Dieu dont Nietzsche pense avoir découvert le caractère superflu. Bref, pour

Nietzsche, Dieu est mort signifie seulement qu'il n'y a pas de fondement ultime, et rien d'autre. »

On peut, de cette seule remarque, déduire toute la démarche de Vattimo, qui adhère au déni de tout fondement et de toute structure absolue enchaînant le monde et l'homme. Les conséquences politiques s'en suivent aussi, avec l'opposition définitive à tout impérialisme, tout européocentrisme, le démon du colonialisme ayant été exorcisé. Libérés de toutes chaînes, il devient possible de réenvisager tout autrement la question de la foi, qui serait elle-même désentravée de la gangue religieuse. La révélation biblique ne relève pas d'un objectivisme ou d'un scientisme mais de la contingence de l'histoire et de la fragilité interprétative des événements. Le Dieu de la métaphysique avait une autorité aussi incontestable que les lois de la physique. Le Dieu de la Bible se livre à l'interprétation de ceux qui se laissent interpellés librement. La foi vient de l'ouïe (*Fides ex auditu*) avec la fragilité propre à cette relation qui suppose incertitude, reprise, abandon.

par Gérard Leclerc



Ainsi ce n'est pas la mort définitive de la « religion » qu'annonce la modernité, mais sa transfiguration. Selon quelles modalités, quelles subtiles procédures ? Nous tentons de le deviner sans être jamais sûrs d'y parvenir. Ne sommes-nous pas parvenus au seuil d'un nouvel âge, celui de l'*Esprit* qu'avait prophétisé Joachim de Flore au douzième siècle ? Ce nouvel âge est d'autant plus difficile à cerner qu'il se dessine précisément à partir d'un affaiblissement général des structures objectives au profit d'un individualisme toujours en mouvement, en vibration. Cela concerne le domaine social : « Les structures de la société deviennent moins rigides, à la communauté naturelle se substitue une société complexe et ramifiée, à laquelle l'individu s'identifie de façon de moins en moins immédiate. » C'est dire que les idéologies

dures d'hier sont devenues obsolètes, que l'athéisme vindicatif ne s'impose plus et que le religieux retrouve droit de cité à condition qu'il réprouve tout dogmatisme et tout fondamentalisme. L'Amour et l'hospitalité constituent les mots repères d'un tel univers dont l'amabilité séduit sans que son utopisme puisse vraiment dissiper toute crainte.

Car l'optimisme candide de Vattimo ne saurait faire oublier que le joachinisme a servi bien des projets rien moins qu'aimables. Par ailleurs, on s'étonne parfois de ses oublis. Nietzsche est bien autre chose que le déconstructeur qu'il décrit. C'est aussi l'adversaire résolu du Galiléen qu'il récuse au nom, justement, d'une violence inexpugnable qu'exprime Dionysos. L'ontologie faible n'est pas toujours une garantie contre l'assujettissement. Lorsqu'il concerne la personne, il peut la désarmer en la livrant sans défense aux manipulateurs tout puissants. Ceux que ne contraindra plus aucune norme supérieure. De même aussi, en ce qui concerne le politique, la déconstruction des protections livre aux lois du marché des consommateurs sans boussole, et plus encore des pauvres sans appartenances. Si séduisante qu'apparaisse la post-modernité par rapport à la modernité, elle pose plus d'énigmes qu'elle n'en résout.

□ Gianni Vattimo - « *Après la chrétienté - Pour un christianisme non religieux* », Calmann Levy, prix franco : 16 €.

□ Jacques Derrida - « *Foi et savoir* », Essais Seuil, prix franco : 7,50 €.

Parker

L'Histoire en héritage

Dorothy Parker, telle que nous la révèlent ses photographies, fut une ravissante jeune femme au regard effronté. Elle incarna le versant féminin du désenchantement de la fameuse *génération perdue*.

Écrivain au talent précoce, les pages du plus snob des magazines s'ouvrirent à sa plume, elle gagna Hollywood où elle devait collaborer entre autres avec Alfred Hitchcock sur *Cinquième colonne*. Avec un peu d'attention on peu reconnaître les scènes à son crédit.

C'est donc une heureuse initiative des Éditions Phébus que de publier ses *Hymnes à la Haine* la faisant ressortir de l'anonymat où la rejeta le refus de Lillian Hellman, son exécutrice testamentaire, de rééditer ses œuvres. Chacun des poèmes est un régal d'impertinence et parfois de drôlerie, où transparaît, sous l'acidité du verbe, une lucidité en éveil. Bien que ces hymnes portent la marque si reconnaissable de leur temps, ils dégagent une saveur intemporelle tant les « catégories » qu'ils épinglent sont éternelles. Et il faut peu d'effort pour les transposer dans le présent, tout en conservant comme un arrière-plan nostalgique, noir et blanc. Le sourire devient grincement de dent et le monde branché objet de la verve de l'auteur se montre sous son masque le plus dérisoire.

Dotée d'une finesse d'esprit acerbe et d'un don pour le mot assassin, mais néanmoins jamais facile, l'ensemble donne jour à une appréciation complice nous faisant adhérer à son objet sans se départir d'une ouverture d'esprit élégante.

Bruno DIAZ

□ Dorothy Parker - « *Hymnes à la Haine* », Ed. Phébus, prix franco : 12 €.

En livrant au public *L'Histoire en héritage*, Henri d'Orléans, comte de Paris, révèle au lecteur sa personnalité. Celle d'un homme sensible et sincère qui ne connaît pas l'habileté.

Henri d'Orléans naît au Manoir d'Anjou, près de Bruxelles, mais néanmoins en terre de France. Le duc de Guise, son grand-père, avait fait placer quatre coupes remplies de terre de France sous les pieds du lit de la comtesse de Paris sur le point d'accoucher ! Le Prince nous livre cette anecdote dans son livre, *L'Histoire en héritage* (une phrase de feu le comte de Paris, son père). L'anecdote est significative car, manifestement, l'actuel prétendant a été marqué par la loi d'exil qui fit des Orléans des « interdits de séjour ».

Le Prince nous décrit une jeunesse plutôt heureuse mais bousculée par une longue errance. Elle le mène du Manoir d'Anjou, sur les marches duquel il jouait avec un certain Baudouin..., à Péropolis (Brésil), puis au Maroc, près de Rabat d'abord, à Larache en second lieu. Viendra ensuite Pampelune, avec une villa dont les propriétaires ont une fille prénommée... Fabiola. Enfin, ce sera la Quinta de Anjinho (la Ferme de l'Ange) à Sintra, au Portugal.

Le ton est parfois nostalgique, souvent drôle, avec un sens certain du « pittoresque » : la façon dont le précédent comte de Paris a récupéré, après la guerre, le mobilier du palais d'Orléans de Palerme est savoureuse. La

suite l'est moins. Dans le chapitre intitulé *Le mariage des familles*, le Prince évoque son union avec Marie-Thérèse de Wurtemberg. Il a vingt-trois ans lorsque son père lui annonce : « *tu vas te marier* ». On a l'impression que le jeune homme d'alors reste sans réaction, qu'il est comme absent de cette période capitale. Longtemps après, il rencontrera Micaela Cousino Quinones de Leon qu'il épouse civilement en 1984. On le comprend sur le plan personnel. Mais les princes ont-ils aussi droit au bonheur ? Quand on a *L'Histoire en héritage*, on n'échappe pas à celle-ci... Henri d'Orléans est à l'évidence un homme sensible, parfois écorché-vif (il a, pour cela, des raisons...) qui ignore l'habileté. De fait, il n'était pas habile de laisser sa seconde épouse écrire un chapitre où elle écrit : « *en décidant de divorcer pour se remarier selon le choix de son cœur, Henri tournait ainsi le dos à une tradition datant des premiers rois capétiens* ».

Henri d'Orléans consacre plusieurs chapitres (1) aux « prétendants » espagnols. Il y démontre, avec justesse, la vacuité de leurs prétentions. C'est leur faire beaucoup d'honneur que de leur consacrer tant de pages. Ce ne sont pas des princes espagnols qui ont subi la loi d'exil, servi envers et contre tout sous le nom d'Orliac (2), puis sous

leur identité, dans l'armée française, en laissant un des leurs sur le terrain à l'occasion d'un drame national (le prince François est tombé en Algérie). La légitimité des Orléans, elle leur vient non seulement de l'histoire, mais aussi des services rendus à la Patrie, sans espoir d'être payés de retour.

C'est sans doute dans les dernières pages, qui sont belles, que le Prince se livre le plus (*Les orangers de Pollença, Le four à pain, La légèreté d'un frisson*). Il y dévoile avec une sincérité touchante un réel tempérament d'artiste - ce qu'il est aussi. Un héritage reçu de ceux qu'il place dans son « *best of* » : le Régent, grand politique mais aussi peintre à ses heures et inventeur de parfums ; Louis-Philippe, également protecteur avisé des arts ; et le duc d'Aumale, au tempérament de mécène. De l'héritage secret d'Henri d'Orléans, peut-être est-ce la plus belle part ?

Alain SOLARI

(1) « *Que les cadets restent à leur place* », « *500 000 écus d'or ou un empire aux vingt-sept couronnes* », « *Un destin si noir* », « *Philippe contre Philippe* ».

(2) Sous ce nom, le duc de Guise a servi, lors du premier conflit mondial, comme brancardier dans la Croix-Rouge. Feu le comte de Paris reprendra ce nom, en 1940, pour servir dans la Légion étrangère.

Henri, comte de Paris
« *L'Histoire en héritage* »

prix franco : 21 €

Souscription

Plaie d'argent peut être mortelle...

Comme tous les ans à la même époque, nous lançons aujourd'hui la souscription qui nous permettra, grâce à la générosité de nos lecteurs, de combler notre déficit chronique et de poursuivre, par la publication de *Royaliste*, l'entreprise téméraire que nous avons démarrée il y a 33 ans.

Téméraire certes, parce que dégager le royalisme des voies où il s'était fourvoyé, susciter l'intérêt pour la solution monarchique, concevoir, définir et défendre une royauté moderne, démocratique et *res publicaine*, semblait aux yeux des plus optimistes une tâche impossible. « *Vous ne tiendrez pas six mois* » nous déclarait-on ! Et pourtant cela dure encore...

Il est vrai que sans le soutien sans faille de nos lecteurs nous aurions disparu depuis longtemps. En dépit d'une gestion rigoureuse, de l'abnégation de tous ceux qui concourent bénévolement à notre entreprise (la NAR n'a aucun salarié), de notre vigilance de tous les instants, il n'en reste pas moins qu'il nous faudra cette année la même somme que l'an passé, soit **14 000 euros**, pour équilibrer notre budget.

Nous ne partons pas de zéro puisque les sommes recueillies depuis le mois d'octobre (environ 2 000 euros) seront comptabilisées pour cette souscription. Mais il ne s'agit pas non plus d'un chiffre négligeable compte-tenu de la modicité des ressources de beaucoup de nos lecteurs. Je sais que cet objectif ne sera pas facilement atteint. Et pourtant il est absolument nécessaire que nous réussissions. Je connais aussi les trésors de générosité de nos amis, votre attachement à notre journal et c'est pourquoi je suis confiant et vous remercie à l'avance de votre participation.

Yvan AUMONT

✉ Libellez vos chèques à l'ordre de « *Royaliste* » en précisant « *pour la souscription* ». Indiquez-nous également si vous ne voulez pas que votre nom soit mentionné dans la liste des souscripteurs que nous publions dans le journal.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

• Mercredi 31 mars : Professeur au Collège de France, **Pierre ROSANVALLON** publie avec régularité ses travaux d'histoire moderne et contemporaine qui constituent, de livre en livre, une œuvre majeure que nous suivons avec un très vif intérêt : qu'il s'agisse de l'histoire du libéralisme politique ou de celle de la représentation démocratique en France, les problématiques formulées par Pierre Rosanvallon nous permettent d'envoyer sous de nouveaux aspects la question du Politique.

Dans un ouvrage tout récent, notre invité procède à une approche du modèle français, qui remet en cause nombre d'idées reçues : alors que le jacobinisme est présenté comme notre idéologie dominante depuis deux siècles, il apparaît que cette conception des rapports entre l'État et la société a buté sur la renaissance des « corps intermédiaires » (syndicats, chambres de commerce...) qui étaient en principe récusés.

Il est donc nécessaire de

« Repenser le système politique français » sous l'angle des tensions permanentes entre le particulier et le général, afin de mieux comprendre la crise politique que nous vivons.

• Mercredi 7 avril : Docteur en droit et en histoire économique et sociale, **Philippe ARONDEL** travaille comme économiste dans un bureau d'études syndical et anime deux émissions sur Fréquence protestante. Familier de nos sessions d'études et de nos réunions parisiennes, où il a présenté ses précédents ouvrages, notre invité revient parmi nous pour expliciter le titre de son nouveau livre : « *La pauvreté est-elle soluble dans le libéralisme ?* »

On sait que les partisans de la prétendue réforme libérale jugent qu'il faut aller encore plus loin dans la destruction de notre système de protection sociale et se préparent à lui porter de nouveaux coups. Il importe donc de dévoiler leur stratégie et de démontrer, de manière scientifique, que les recettes ultra-libérales appliquées en France et en Europe depuis une vingtaine d'années ont considérablement accru le chômage et la misère. Contre les illusions ultra-libérales et la compassion hypocrite pour les « exclus », il est urgent de fourbir ses arguments en vue des batailles qui s'annoncent.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (8 € pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Mobilisation politique

Après les attentats de Madrid, que de confusion et de brouillages dans la classe politico-médiatique française !

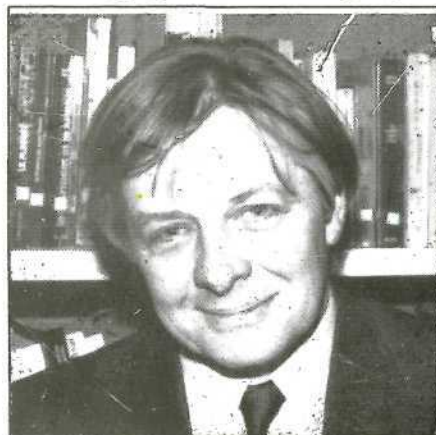
Donnant le mauvais exemple, le gouvernement a lancé une série de messages contradictoires qui auraient pu affoler la population si elle n'avait pas appris, au fil des années, à vivre sous la menace terroriste.

Tandis que les Français vauquaient à leurs occupations ordinaires où participaient à diverses manifestations antilibérales, Jean-Pierre Raffarin communiquait la lettre de menaces d'un hypothétique groupe islamiste tout en déclarant lors d'une réunion électorale que « *la France n'a pas à ce jour de menace terroriste précise* ». Le ministre de l'Intérieur précisait pour sa part que « *cette menace ne porte pas la marque des écrits habituels des extrémistes islamistes* ». Mais le chef de l'État assurait de son côté que notre pays n'était pas « *à l'abri d'actes terroristes* ».

Tandis que le calme régnait dans les gares et les aéroports, on entendit qu'il ne fallait pas céder à la panique... Tout en invoquant le risible « *principe de transparence* », on ne s'étendit pas sur les motifs pour lesquels on passait à l'alerte maximale dans un pays pas plus menacé qu'à l'ordinaire.

Pour pimenter le tout, les socialistes accusèrent le gouvernement de manipulation, tout en promettant à l'UMP le sort de la droite espagnole : intégrer un éventuel drame national dans un calcul électoral, voilà qui témoignait d'une rare délicatesse...

Consternante sur le moment, dangereuse à terme, cette agitation désordonnée est facilement explicable. Encore une fois, les oligarques de droite et de gauche ont réagi pour défendre leurs propres intérêts : au lieu d'adresser au peuple français les paroles claires et fermes qui leur auraient permis de mesurer la gravité et les conséquences des attentats de Madrid, le gouvernement en campagne électorale, paniqué par la défaite de la droite espagnole, n'a songé qu'à



se mettre à couvert. Si par malheur un attentat se produit, il pourra choisir dans ses déclarations tout ce qui avait valeur d'avertissement.

C'est agir à la manière d'un policier qui réunirait un dossier pour se prémunir de l'accusation de non assistance à personne en danger au lieu de faire sa tâche de prévention et de protection. En publiant des menaces de farceurs ou de provocateurs, en multipliant les alertes, le gouvernement pousse la population à une indifférence croissante face à d'éventuels attentats. La propagande de l'opposition n'est pas moins irresponsable.

Cela dit, c'est dans la fraction médiatique de la classe diri-

geante que se trouvent les personnages les plus dangereux. A la télévision, nous n'avons pas affaire à des manipulateurs maladroits, mais à de véritables complices des assassins passés et à venir.

D'autres l'ont dit mieux que nous : un acte terroriste n'a pas de spectateurs, mais seulement des complices (1). La prétendue « société de l'information » ne produit par elle-même que très peu de nouvelles : lors des attentats terroristes, elle est totalement dépendante des sources gouvernementales, policières et militaires qui ont ou devraient avoir pour règles la prudence et la parcimonie. Pour se mettre en valeur, pour faire de l'audience, les gens de médias théâtralissent les massacres. C'est entrer dans la stratégie des terroristes de toutes obédiences et les inciter à recommencer leurs tueries.

Les intellectuels néo-conservateurs se rendent coupables du même délit de complicité lorsqu'ils proclament que nous sommes plongés dans la quatrième guerre mondiale. Les terroristes islamistes seront enchantés de voir qu'on leur reconnaît des capacités exceptionnelles d'intimidation et de destruction. Ils passeront de nouveau à l'acte avec un enthousiasme décuplé.

A ces postures imbéciles, nous opposons la nécessité d'une mobilisation immédiate de tous les moyens dont disposent les États démocratiques : augmentation substantielle des crédits alloués à la lutte antiterroriste, contrôle des mouvements de capitaux, nationalisations des secteurs stratégiques – banques, armements, énergie, transports, télécommunications – afin qu'ils soient mieux surveillés et contrôlés. Mobilisation sans phrases, méthodique - politique.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Les Cahiers de médiologie, n° 13 : « *La Scène terroriste* ». Gallimard, 2002 – prix franco : 18 € et Royaliste n° 778, 803 et 807.